

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{ème} ANNEE — N° 139

Du 27 Nov. au 17 Decembre 1972

LE NUMERO :

0,80 F

Logique bourgeoise de la coexistence pacifique

Avec la signature de l'accord russo-américain, la copulation marchande et financière entre la « patrie du socialisme » et « l'impérialisme US » bat son plein.

Dans le cadre sans doute de l'édification de la société communiste, un centre d'affaires pour les businessmen américains sera construit à Moscou. De nouveaux contrats mirobolants sont annoncés, après les ventes de blé et de biens d'équipement américains, en particulier pour l'exploitation du pétrole et du gaz sibériens par les sociétés US, parmi lesquelles la puissante Esso Standard. *Le Monde* du 16 novembre annonce d'autre part que la « Chase Manhattan Bank », troisième banque US, va ouvrir une succursale à Moscou. Esso Standard et la Chase Manhattan étant les deux plus beaux fleurons de l'empire Rockefeller, c'est donc en fait le plus gros monopole capitaliste mondial que le Kremlin a invité à bien vouloir contribuer à combler le retard de l'économie russe, celle-là même qui devait, selon les fantaisies maintenant bien oubliées de Khrouchtchev, dépasser et vaincre grâce à la « compétition pacifique » le capitalisme américain ! Voilà l'aboutissement pratique des théories renégates du « socialisme dans un seul pays », de la « coexistence pacifique » et de la « compétition économique » : après avoir trimé près d'un demi-siècle pour accumuler un capital national, les prolétaires russes travailleront désormais également pour payer, par l'intermédiaire de l'Etat soviétique, des dividendes au capital américain !

Dans le même temps, les dirigeants des « démocraties populaires », qui font une cour tout aussi effrénée au capitalisme occidental, s'inquiètent vertueusement des lézards de plus en plus voyantes qui menacent de faire craquer leurs façades officiellement « socialistes ».

En Yougoslavie (*Le Monde*, 11 novembre 1972), Tito intervient publiquement pour engager une campagne contre les milliardaires et les millionnaires, qui disposeraient de 25 % de l'accumulation nationale ; ces fortunes « socialistes » sont placées non seulement dans les banques yougoslaves, où elles rapportent des intérêts et font de leurs propriétaires des rentiers, mais aussi (scandale inacceptable qui menace l'économie nationale !) à l'étranger, particulièrement en Suisse. Comment ont-elles été acquises ? Par des voies qui rappellent étrangement celles de l'occident capitaliste : exploitation directe du travail salarié dans les transports et les travaux publics (on sait qu'un système d'adjudications par l'Etat fait également en Russie de ce secteur une bonne source d'accumulation privée du capital), exploitation indirecte du travail salarié dans toute une série d'opérations commerciales et financières, en particulier dans le commerce extérieur.

Que l'accumulation soit le fait de capitalistes individuels, ou de l'Etat, ou d'entreprises autonomes « autogérées », c'est de toutes façons sur le dos de la classe ouvrière qu'elle est effectuée. Dans le secteur autogéré par exemple, plusieurs milliers d'ouvriers de la plus grande usine d'électronique yougoslave se sont mis en grève (*Le Monde*, 7 novembre 1972) pour protester contre une brutale réduction de 20 % de leurs salaires. La cause de cette réduction réside-t-elle, comme l'ont déclaré des grévistes, dans la mauvaise application de l'autogestion et dans leur manque d'information sur les difficultés financières de l'entreprise ? Mais ce type de difficultés réparaît périodiquement et inévitablement dans toute entreprise tant que l'on ne touche pas à l'économie de marché : pour rester compétitive, l'usine, soumise à la concurrence des autres unités de production autogérées, ainsi qu'à la concurrence internationale, doit abaisser ses coûts de production en comprimant les salaires ou en licenciant des ouvriers pour les remplacer par des machines. Davantage d'information et davantage d'autogestion auraient signifié pour les ouvriers : auto-limitation volontaire des salaires pour tenir bon sur le marché, et pour continuer à attirer les capitaux internationaux, pour lesquels Tito fait miroiter « le coût exceptionnellement bas de la main d'œuvre en Yougoslavie ». Telle est la logique implacable du marché.

En Hongrie (*Le Monde* du 7 novembre), le parti « socialiste ouvrier » hongrois est précipité par les « facteurs négatifs » qu'il attribue à la réforme de 1968 : la disparité des revenus est de plus en plus voyante, les « nouveaux riches » mènent une vie luxueuse, la moyenne bourgeoisie rurale et urbaine est florissante... et la classe ouvrière, après la « réforme » tout comme « avant », est condamnée aux vaches maigres et fait les frais de l'accumulation de capital.

Qui est coupable ? S'agit-il, comme on veut le faire croire, d'abus, de malversations, d'actes *malhonnêtes*, d'agissements *illégaux* ? Ces explications relèvent de l'impulsante idéologie petite-bourgeoise. Pour le marxisme, les faits rapportés ne signifient pas que les gouvernements de tous ces pays violent les lois de la société socialiste, mais bien au contraire qu'ils obéissent aux lois inexorables de leur production marchande et capitaliste. Les personnages sociaux de l'usurier, du commerçant, de l'escroc, du trafiquant, incarnations, non de la malignité de la nature humaine, mais du capital-argent et du capital-commercial, surgissent inévitablement, comme le montrait déjà Engels contre Dühring, sur la base de toute circulation monétaire et de toute production marchande ; leur collègue l'entrepreneur capitaliste, incarnation du capital productif, leur succède sur la scène sociale dès qu'il existe sur le mar-

ché du travail-libre, c'est-à-dire des travailleurs qui n'ont d'autre moyen de subsistance que la vente de leur force de travail. Lorsque l'Etat prend en charge les fonctions du capital productif en dirigeant l'accumulation dans l'industrie, les fonctions du capital-argent en organisant l'appareil bancaire, et les fonctions du capital commercial en assumant (plus ou moins bien) les tâches de distribution et de vente des marchandises, il fait à tous ces capitalistes individuels une concurrence terrible en les empêchant de trop grandir ; mais il ne peut les empêcher d'exister (en particulier dans le commerce de l'argent et des marchandises), ni de se développer et de s'épanouir dès que des conditions économiques plus favorables le leur permettent. L'unique manière de les faire disparaître est de détruire les bases matérielles de leur existence sociale : la production marchande et la circulation monétaire. Non seulement cette base matérielle n'a été détruite dans aucun des pays qui s'accroissent frauduleusement l'étiquette « socialiste », mais ils ont tous érigé en dogme la pérennité des catégories marchandes. Ils en recueillent aujourd'hui les rejets monstrueux, qui ressemblent comme des jumeaux à leurs frères d'occident : les milliardaires yougoslaves, les nouveaux riches hongrois, tout comme les actuels et futurs capitalistes russes dont on « découvrira » un jour l'existence, ne sont que l'aboutissement pratique des théories renégates de la « survivance des catégories marchandes sous le socialisme ».

Le socialisme n'est pas l'attribu-
(Suite en page 4)

Le programme du pacifisme petit-bourgeois...

« Nous estimons toujours que tous les pays, grands ou petits, doivent être égaux. Les affaires mondiales doivent être prises en main par tous les pays du monde. La Chine (...) se tiendra fermement, comme par le passé, du côté du tiers-monde et soutiendra résolument la juste position et les exigences raisonnables des pays en voie de développement pour sauvegarder leur souveraineté d'Etat et développer leurs économies nationales. Nous nous opposons à ce qu'un nombre infime de pays manipulent et monopolisent les affaires internationales et commerciales au détriment des intérêts des pays en voie de développement. Nous voudrions œuvrer, de concert avec les pays en voie de développement ainsi que d'autres pays du monde, pour établir des relations économiques et commerciales internationales de type nouveau, basées sur l'égalité et les avantages réciproques. » (« La position de principe de la Chine sur le problème monétaire » - Discours du représentant chinois Tchang Kienhoua à la 12^e session du Conseil du Commerce et du Développement des Nations Unies — Pékin-Informations », 23-10-72.)

...et celui du communisme révolutionnaire

« Il faut que soit rejetée dans tous les pays l'idée des annexions... de la subordination économique de quelque peuple que ce soit... Quelle grandeur d'âme ! Voilà des milliers de fois que les impérialistes « rejettent l'idée » des annexions et de l'étranglement financier des peuples faibles, mais ne faut-il pas, en regard, considérer les faits, qui montrent que n'importe quelle grande banque d'Allemagne, d'Angleterre, de France, des Etats-Unis, maintient les petits peuples « sous sa subordination » ? Le gouvernement bourgeois actuel d'un pays riche peut-il renoncer pratiquement aux annexions et à la sujétion économique des peuples étrangers, alors que des milliards et des milliards sont investis dans les voies ferrées et autres entreprises des pays faibles ?

Qui lutte réellement contre les annexions, etc. ? Celui qui jette au vent de belles phrases dont la signification objective équivaut absolument à l'eau bénite chrétienne dont on asperge les forbans couronnés et capitalistes, ou celui qui explique aux ouvriers l'impossibilité de faire cesser les annexions et l'étouffement financier sans renverser la bourgeoisie impérialiste et ses gouvernements ?

(...) N'est-il pas ridicule de parler de « liberté économique de toutes les nations, petites et grandes », en passant sous silence le fait que, tant que les gouvernements bourgeois ne seront pas renversés et que la bourgeoisie ne sera pas expropriée, cette « liberté économique » sert à duper le peuple, tout comme les phrases sur la « liberté économique » des citoyens en général, des petits paysans et des riches, des ouvriers et des capitalistes dans la société moderne ? (Lénine, « Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste », Œuvres, tome 23.)

Les U. S. A. sur le volcan

La situation des U.S.A. se caractérise en ce moment par un lourd déficit de la balance commerciale, qui est passée, dans les premiers cinq mois de 1972, d'un solde actif de 815 millions de dollars à un déficit de 2,1 milliards de dollars. Voyons quelles sont les données commerciales avec les différents pays : avec l'Italie la balance commerciale s'est close dans la même période avec un solde actif pour l'Italie de 92 millions de dollars pour un solde passif global de 43 millions (il faut noter que les exportations italiennes vers les U.S.A. ont augmenté de 27 % par rapport à la même période de 1971, alors que les exportations des U.S.A. en Italie n'ont augmenté que de 4 %) ; le déficit avec l'Allemagne a plus que doublé, passant de 222 à 575 millions de dollars ; avec le Japon, il est passé de 998 millions à 1,6 milliard de dollars ; le solde actif avec l'Angleterre de 100 millions s'est transformé en un solde passif de 70 millions, et le solde avec les Pays-Bas, aussi, s'est réduit. Il n'y a que dans les rapports avec les Belges que la position commerciale américaine s'est renforcée. En ce qui concerne le Marché commun agricole, ses exportations vers les U.S.A. ont augmenté de 83 % alors que le courant inverse ne s'est accru que de 43 %, et que l'actif en faveur des U.S.A., qui avait été en moyenne de 1960 à 1970 de 2 milliards de dollars, s'est réduit, en 1971, à un peu plus d'un milliard.

Les Etats-Unis voient ainsi menacée leur hégémonie sur leur propre marché interne, ce qui pour un pays exportant relativement peu est d'une importance vitale. Pour confirmer

tout cela, il suffit d'ajouter ces autres données (« Il Sole 24 ore » du 10-9) : les importations constituent 20 % de la consommation interne d'automobiles, 30 % des téléviseurs, 40 % de la verrerie, 60 % des machines à coudre et des calculatrices de bureau, 100 % des magnétophones à cassette et 95 % des radios. En outre, en 1969-70, alors que les exportations de caoutchouc augmentaient de 27 %, les importations subissaient une élévation de 266 % ; pour les textiles, l'export augmentait de 23 % et l'import de 71 % ; pour les autos, les camions et les pièces de rechange de l'industrie mécanique, alors que les exportations augmentaient de 138 %, les importations s'accroissaient de 884 %. L'évolution traduite par ces chiffres semble conduire à la création de véritables barrières douanières et d'un système protectionniste pour sauvegarder les frontières sacrées de la nation. Une situation semblable est naturellement intolérable pour les U.S.A., qui se hâtent de chercher des débouchés en se servant de tout le poids de leur force politique, économique et, en l'occurrence, même militaire. Pour l'instant, les U.S.A. peuvent utiliser deux soupapes de sûreté : le Japon et la Russie.

Les récents colloques nippo-américains (et les pressions consécutives pour la réévaluation du yen) tendaient en effet à obtenir un accord sur la base duquel le Japon devrait s'engager à réduire généralement son propre actif commercial de près d'un tiers, au moyen « d'importations d'urgence » d'avions civils, d'hélicoptères, de produits agricoles, d'uranium enrichi, pour un

total de près de 1,1 milliard de dollars. En échange, « aux îles Hawai a été ratifié le principe que le Japon pourra mener librement le processus de normalisation avec la Chine », comme dit « Il Sole 24 ore » du 3-9, c'est-à-dire que les Etats-Unis laissent la possibilité au Japon de conclure quelques bonnes affaires avec les Chinois, d'autant plus que cela fera s'écouler vers la Chine une partie des marchandises auparavant débarquées en Amérique ; ce que les Japonais, comme nous l'avons vu ces derniers jours, n'ont pas tardé à faire, ayant même l'intention de signer un... traité de paix avec la Chine, démontrant par là qu'ils ne se souviennent des questions juridiques que lorsque l'argent circule.

Avec la Russie, les capitalistes américains voient une bonne possibilité pour leurs affaires : un accord est déjà signé entre l'« Occidental Petroleum » et la Russie, alors que l'intérêt russe pour les biens de consommation américains éveille les plus grandes espérances ; mais le grand « boom » pour les exportations est représenté par l'accord de juillet sur l'envoi de grain américain à la Russie : chaque année, un tonnage de grain d'une valeur de 750 millions de dollars devrait être exporté. Cela a provoqué immédiatement la multiplication de grosses transactions, à tel point que les plus optimistes jurent d'atteindre le milliard annuel, pendant que les transports sur le Mississippi ont subi une augmentation de 25 % par rapport à l'année précédente. Les U.S.A., qui normalement ont une production

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h. à 19 h., et le dimanche, de 10 h. à 12 h.
- A MARSEILLE : Le samedi, de 14 h. 30 à 17 h. 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

(Suite page 4)

La crise agricole dévoile le mensonge du « communisme » russe

MENSONGES ET REALITE

Au XXIV^e Congrès du PCUS, soit plus de quarante ans après le pseudo « Octobre paysan » de 1929 qui, dans la légende stalinienne, aurait introduit le « communisme » dans les campagnes russes, Brejnev avouait : « Les problèmes de l'agriculture sont tels qu'on ne saurait pleinement les résoudre en deux, trois et même cinq ans. Il faudra y consacrer un délai plus important, d'énormes assignations de fonds, de grands efforts non seulement pour les travailleurs de l'agriculture (souligné par nous), mais aussi pour toute notre industrie (idem) ».

C'était confesser, premièrement, que dans la prétendue « œuvre d'éducation du communisme », l'ensemble de l'économie ne s'était nullement développé de façon plus harmonieuse que dans les « révolutions industrielles » classiques et que l'écart entre progrès agricole et progrès industriel y avait été plus marqué ; et, deuxièmement, que la situation faite aux travailleurs de la terre par le pouvoir soviétique était en dépit des flatteries politiques, tellement mauvaise que, faute d'y porter quelque remède, on ne pouvait espérer aucun relèvement de la production agricole. Ces aveux confirment parfaitement nos thèses de parti : la Russie n'a pas connu de « transformation communiste », mais une révolution bourgeoise qui, dans le domaine agricole, n'a eu qu'une portée limitée, puisqu'elle n'a guère augmenté la productivité du travail agricole par rapport à l'époque tsariste. Comme toute démocratie, la « démocratie soviétique » exprime l'oppression économique non seulement du prolétariat, mais aussi de larges couches de la paysannerie par le capital, étatisé en l'occurrence.

C'était aussi tenter d'imputer l'indigence de l'agriculture soviétique à une insuffisance générale du développement industriel à laquelle seul le temps (et les nouveaux efforts demandés à la classe ouvrière) permettrait de remédier. C'est manifestement faux. Ce n'est pas la capacité absolue de production qui a manqué à l'URSS pour fournir son agriculture en machines et en engrais, condition technique du passage de la petite à la grande production, elle-même anti-chambre nécessaire du socialisme comme Lénine le soulignait inlassablement, puisqu'elle a bien été capable de se doter d'avions, de fusées et de spoutniks. Si elle ne l'a pas fait, c'est qu'elle a tourné le dos à la politique bolchevique qui assignait au prolétariat la tâche de sortir l'agriculture russe de son effroyable arriération technique, pour assurer non seulement l'alimentation des villes, mais l'émancipation sociale des petits-paysans esclaves du travail parcellaire. Le parti bolchevik détruit, l'URSS, foulant aux pieds ces principes de la politique socialiste dans un pays arriéré où il n'était pas question d'introduire, directement le communisme, s'est lancée dans une politique bourgeoise banale de puissance industrielle et de grandeur militaire.

Si la Russie était « communiste » — nous raisonnons ici par l'absurde —, elle devrait avoir atteint un degré de domination de l'homme sur la nature très supérieur à celui que le capitalisme lui-même a déjà atteint. Or ses difficultés de ravitaillement sont une vieille histoire bien connue, et, au lieu de diminuer avec le temps, elles ne font paradoxalement que s'accroître.

En 1963 déjà, l'importation de 8,5 millions de tonnes de céréales en provenance des pays « bourgeois » avait déjà fait grand bruit, les apologistes de la libre entreprise ne ratant pas l'occasion de chanter la supériorité du capitalisme sur le communisme » dont, du fait de sa démagogie, la Russie donnait une si triste image. Eh bien, en 1972, ce sont 25 millions de tonnes de céréales (blé, surtout, mais aussi maïs, soja, orge et avoine) que la Russie doit importer, en provenance des USA, pour 50 % environ, et pour le reste, du Canada, d'Australie, de France et de Suède.

25 millions de tonnes qui s'entassaient à ne plus savoir qu'en faire dans les éleveurs des pays capitalistes avancés et qui iront remplir les greniers vides de ce géant aux pieds d'argile qu'est le capitalisme d'Etat Russe ! 2 milliards de dol-

lars (sans compter les 200 millions de frais de transport), « la plus grosse affaire de toute l'histoire du commerce des céréales », paraît-il, quelle aubaine pour le « Monde capitaliste », comme disent ceux qui croient au demi-monde « socialiste » ! *US News and World Report*, fidèle expression du Pentagone, ne cherche nullement à le dissimuler, s'écriant avec une jubilation manifeste que les « fermiers américains ont peut-être bien trouvé le moyen d'ouvrir si largement le rideau de fer que les soviétiques n'oseront plus le refermer » et proclamant avec fierté qu'avec ses 37,2 millions d'acres de bonnes terres à blé inexploitées, plus les 20,3 millions mises hors de culture cette année, l'agriculture américaine a une capacité de production telle qu'elle « pourra fournir à la Russie tout le blé qu'elle voudra ». Ce qui est sûr, c'est que cette aubaine, le monde bourgeois ne la doit pas à une forme quelconque de « communisme », n'en déplaise aux *US News* (et à bien d'autres encore,

PROGRES ECONOMIQUE ET LUTTE DE CLASSE

Bien que la crise alimentaire de 1972 semble plus grave que celle de 1963, l'état de l'agriculture en Russie n'a pas empiré de façon absolue au cours de la dernière décennie. La progression globale de la production des céréales exprimée en millions de tonnes, est au contraire la suivante : 1950 : 81,1 - 1952 : 91,8 ; puis, pour une période postérieure aux réformes Krouchtcheviques : 1964 : 151,1 - 1969 : 163 - 1970 : 186 - 1971 : 181 - 1972 : le chiffre est estimé « plus proche de celui de 1969 que de 1970/71 ».

La quantité disponible par habitant, exprimée en kilos, augmente elle aussi, quoique évidemment moins, du fait de l'accroissement de la population : 1950 : 440 - 1963 : 477 (autre année d'importations massives) - 1964 : 676 - 1970 : 779 (année record) - 1972 : 612 (qui seront portées à 714 par les importations) (*Monde diplomatique*, octobre 1972). Entre 1957 et 1968, « l'ensemble de la production pommes de terre, légumes, fruits, viande et lait » aurait « augmenté de 43 % », selon les *US News* (juillet 1972).

Si les quantités n'ont pas diminué, qu'en conclure, sinon qu'en vingt ans, ce sont les besoins de la population qui ont augmenté ? Cela est d'ailleurs attesté par le fait que « le pain noir ; les pommes de terre, la soupe de betteraves » ne constituent plus comme il y a vingt ans, « l'essentiel de l'alimentation en Russie », les Russes mangeant « beaucoup moins de pommes de terre, de pain et de féculents », et « consommant en moyenne (c'est nous qui soulignons) deux fois plus de viande fraîche, de lait, de produits laitiers et d'œufs et trois fois plus de sucre » (*US News*). Or tandis que pendant des dizaines d'années, la population russe a supporté, une teneur de vie très basse, il est clair que ces besoins accrus exer-

cent une pression accrue sur la classe dominante. En procédant à des importations massives (dont une partie est certainement destinée à l'alimentation du bétail, puisque la consommation de pain a diminué, comme partout), l'Etat « soviétique » montre qu'il ne se sent pas de taille à imposer à cette population les privations qu'en d'autres temps, il aurait dites « indispensables » (et ce qui vaut pour la Russie, s'applique également à ses satellites si, comme il est possible, l'URSS leur revend une partie des produits importés). Tout au contraire il s'est « assigné pour tâche d'augmenter de 25 % la ration de protéines pendant les cinq ans à venir » (*US News*) : la leçon de Gdansk a servi ! Et si en 1972 les Russes (et en premier lieu les ouvriers, qui sont certainement les derniers à avoir profité de l'augmentation moyenne de la consommation alimentaire) n'ont pas trop à souffrir des effets d'une mauvaise récolte, ils ne le devront pas à la sollicitude « démocratique » de leur Etat national, mais bien à la lutte du prolétariat polonais en 1971 : pleine confirmation de l'internationalisme !

La crise alimentaire de 1972 montre donc, que pour faire face à des besoins que le développement économique général de la Russie a lui-même accru et ne pouvait qu'accroître avec des effets révolutionnaires à plus ou moins longue échéance, le progrès bourgeois limité qui a été réalisé, et réalisable sans renoncer à la priorité donnée à l'industrie lourde par l'Etat, accumulateur en chef du capital, est tout à fait insuffisant, comme les autorités l'ont d'ailleurs reconnue en disant que dans les conditions actuelles, il ne serait pas possible d'assurer l'augmentation promise de 25 % des protéines (*US News*, juillet).

La crise alimentaire de 1972 montre donc, que pour faire face à des besoins que le développement économique général de la Russie a lui-même accru et ne pouvait qu'accroître avec des effets révolutionnaires à plus ou moins longue échéance, le progrès bourgeois limité qui a été réalisé, et réalisable sans renoncer à la priorité donnée à l'industrie lourde par l'Etat, accumulateur en chef du capital, est tout à fait insuffisant, comme les autorités l'ont d'ailleurs reconnue en disant que dans les conditions actuelles, il ne serait pas possible d'assurer l'augmentation promise de 25 % des protéines (*US News*, juillet).

La crise alimentaire de 1972 montre donc, que pour faire face à des besoins que le développement économique général de la Russie a lui-même accru et ne pouvait qu'accroître avec des effets révolutionnaires à plus ou moins longue échéance, le progrès bourgeois limité qui a été réalisé, et réalisable sans renoncer à la priorité donnée à l'industrie lourde par l'Etat, accumulateur en chef du capital, est tout à fait insuffisant, comme les autorités l'ont d'ailleurs reconnue en disant que dans les conditions actuelles, il ne serait pas possible d'assurer l'augmentation promise de 25 % des protéines (*US News*, juillet).

MISERABLE BILAN AGRAIRE DU PSEUDO COMMUNISME

Une simple comparaison entre l'évolution de la productivité agricole en Russie et aux USA prouve

de façon frappante l'extrême médiocrité de ce progrès :

	NOMBRE DE BOUCHES NOURRIES PAR TRAVAILLEUR AGRICOLE	
	Russie	U. S. A.
1914.....	3	1895..... 7
1960.....	4	
1970.....	5	1970..... 73
1980.....	7	1980..... 120-140
	(Prévision)	(Prévision)

Source : LE MONDE DIPLOMATIQUE (octobre 1972)

On pourrait évidemment douter de ces chiffres en lisant, dans le même article que le nombre de « travailleurs - années » dans l'agriculture soviétique est tombé à 29 millions, soit seulement un peu plus du tiers de la population active. Mais ce serait oublier le formidable abêtissement des travailleurs de la coopérative kolkhosienne qui partagent leur temps entre celle-ci et leurs parcelles (OF. Chombart de Lauwe, *Paysans soviétiques*), obligeant, entre autres, les statisticiens à renoncer à une numération par têtes qui n'aurait pas grand sens.

Entre 1914 et 1960, toute la per-

formance de l'agriculture soviétique aura donc consisté à nourrir une bouche de plus par travailleur. Pendant ce temps, n'en déplaise à Brejnev et à ses explications par... la force des choses, l'industrie progressait à pas de géant, même en faisant la part des exagérations stalinienne. Voilà pourquoi, tandis que l'opinion bourgeoise et démocratique proclame : la crise agricole en URSS ? c'est la faute au communisme (ce que suggèrent clairement les *US News* par exemple), nous disons, nous, qu'elle est le produit de la politique bourgeoise et impérialiste de l'Etat industrialiste qui a le front de se présenter com-

me République socialiste ! La preuve, c'est que l'Etat en question ne prévoit nullement de faire mieux, même dans dix ans, en matière agricole, que le capitalisme américain de... 1895, alors que, de toute évidence, il entend bien rester la seconde puissance industrielle et militaire du monde dans ce dernier tiers du XX^e siècle !

Pourtant, il faut noter qu'en dix ans (entre 1960 et 1970), l'augmentation de la productivité agricole a été aussi forte que pendant les cinquante années précédentes. A quoi cela tient-il ? On lit à ce sujet dans *Le Monde diplomatique* de juillet 1972 : « Les réformes institutionnelles ont profondément modifié la campagne soviétique, même si l'effet économique et surtout social (souligné par nous) n'en est pas encore pleinement sensible. Les formes d'exploitation étatiques et coopératives se sont quantitativement rapprochées : répartie entre 34.000 kolkhoses et 16.000 sovkhoses, la main d'œuvre agricole reste près de 2,5 fois plus importante dans les premiers que dans les seconds. Mais la superficie cultivée par les kolkhoses ne dépasse plus que de 8 % celle cultivée par les sovkhoses. Les deux types d'exploitation fonctionnent avec un régime rénové par l'autonomie financière à laquelle accèdent les sovkhoses depuis 1967 et par le nouveau statut du kolkhose adopté en 1969, les conditions d'un travail productif s'améliorent organiquement (...) avec les conséquences d'incitations collectives et individuelles que cela comporte : rémunération du travail quintuplée dans les kolkhoses, création d'un fonds d'assurances et de retraite depuis 1965, investissements non productifs, tendance à l'amélioration qualitative des investissements productifs ».

A l'époque antérieure, la terrible stagnation de l'agriculture russe a été due, de notoriété publique, à l'énorme prédominance des kolkhoses sur les sovkhoses d'une part, et d'autre part à la basse productivité du kolkhose lui-même (très inférieure à celle des sovkhoses). Celle-ci est à imputer à l'union hybride qui y était réalisée entre d'une part la coopérative (le « secteur collectivisé » répètent tous les jobards de la presse bourgeoise à la suite des soviétiques) et d'autre part les lopins concédés à l'exploitation privée des familles kolkhosiennes. Dans cet « aberrant kolkhose » (dixit Chombart de Lauwe en personne), régnait entre la coopérative et la micro-exploitation parcellaire une concurrence dont les manifestations allaient de « la plus parfaite indifférence aux biens collectifs, voire aux produits eux-mêmes (les récoltes pourrissent souvent sur pied), au vol généralisé (semences, nourriture pour les animaux etc...) » et enfin à l'absence massive des kolkhosiens, grand sujet de désespoir des dirigeants de kolkhoses et des autorités. La raison en est que du fait du drainage de valeur des campagnes vers les villes effectué par l'Etat accumulateur en chef du capital pour accélérer l'industrialisation, et qui a eu pour effet de faire payer une notable partie de celle-ci à la paysannerie russe, la rémunération des coopérateurs était si basse qu'ils retiraient encore un revenu supérieur de l'exploitation de leur parcelle, au rendement pourtant misérable. De là l'incroyable persistance de cette forme archaïque de production.

Devant la crise, il n'était évidemment pas question pour l'Etat industrialiste de prendre des mesures politiques contre la petite économie parcellaire (limitations ou interdic-

tions) non seulement parce que cela n'aurait pu que provoquer la révolte paysanne, mais aussi parce que cela l'aurait obligé à prendre en charge une notable partie de l'économie agricole, ce que lui interdisent ses ambitions industrielles. Il a donc pris de simples mesures économiques en favorisant la grande exploitation capitaliste dans les terres nouvellement défrichées (c'est elle qui explique la croissance relative de la forme qu'on appelle toujours « sovkhose » en dépit de son autonomie financière) d'une part ; et d'autre part, en tentant de couper la racine économique la plus sûre de la micro-production, à savoir la pression des kolkhoses coopératives, par le mécanisme des prix imposés par l'Etat.

C'est ainsi qu'à une trentaine d'années de distance, la crise agricole qui a pris le pouvoir « soviétique » à la gorge a fini par lui imposer une politique qui montre le bien fondé des critiques de Boukharine contre la théorie monstrueuse prétendant que le chemin le plus rapide et le plus sûr pour moderniser la Russie (on disait alors : « pour aller en direction du socialisme », ce dont la direction actuelle a cessé de se préoccuper depuis un demi-siècle !) était de pomper le maximum de ressources aux paysans, théorie de l'oppositionnel Préobrajensky dont Staline, fossoyeur du parti, fut l'exécutant, le bénéficiaire de cette politique n'étant évidemment pas la classe ouvrière urbaine, mais le capital impersonnel de l'Etat.

Nous avons vu plus haut que l'effet économique, mais surtout social de la nouvelle politique tarde à se faire sentir. Cela signifie que la production a, certes, augmenté, mais que les habitudes séculaires enracinées dans cette classe particulièrement inerte qu'est la sous-bourgeoisie rurale n'ont pas été radicalement modifiées, ce qui n'a rien pour nous surprendre. Le fait est que, si la surface totale des parcelles familiales ne constitue plus que les 3 % des terres agricoles exploitées (chiffre des *US News* pour 1971), sa part dans la production reste « étonnamment élevée » (idem). En fait, la division du travail entre l'économie parcellaire et l'économie coopérative s'est à peine modifiée, la première pratiquant, outre l'élevage (en particulier de la volaille), la culture de la pomme de terre et accessoirement des légumes, et la première surtout, les cultures céréalières et industrielles pour lesquelles l'avantage de la mécanisation est le plus sensible ; c'est pourquoi, en 1971, (*US News*), les 63 % des pommes de terre et les 38 % des légumes provenaient encore des parcelles ; quant à la dépendance de la Russie à l'égard des exploitations familiales pour son alimentation en viande, elle ne semble pas avoir baissé par rapport au début des années 60 où les parcelles détenaient en privé les 33 % du total des bovins, les 45 % des vaches, 30 % des porcs et 25 % des moutons et des chèvres (*l'Economie Russe* d'Octobre à nos jours, édition du Programme Communiste), puisqu'en 1971 elles fournissaient encore les 33 % de la production de viande (lait : 35 % ; œufs : 51 % ; laine : 20 %) (*US News*). C'est pourquoi, il ne convient pas d'attribuer à un notable abaissement du poids spécifique de la production parcellaire dans la production générale (pourtant signalé par d'autres sources mais sans chiffres précis), la diminution considérable de la part du commerce kolkhosien privé qui ressort du tableau suivant :

(Suite page 4)

" PROGRAMME COMMUNISTE "

N° 57

Le trotskysme :

- Critique de la théorie de la révolution permanente
- Critique de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré
- Critique du programme de transition
- Conclusion générale

Le numéro : 6 F

Commandes au " prolétaire "

Maladie infantile ou gâtisme sénile ?

Le groupe hispano-français **Fomento obrero revolucionario** s'est rendu célèbre (à la façon d'Erostrate) par un texte intitulé — excusez du peu ! — **Pour un second manifeste communiste**. L'un des auteurs de ce chef-d'œuvre — l'autre étant le poète surréaliste aujourd'hui disparu, Benjamin Perret — (c'est une vieille manie trotskyste : Trotsky lui-même collabora avec André Breton...), est Grandizo Munis qui fut pendant la guerre d'Espagne à la tête des quelques trotskystes « orthodoxes » qui formèrent la gauche du POUM, en furent exclus en avril 1937, nouèrent des liens avec les libertaires de « gauche » **Amis de Durruti**, émigrèrent au Mexique après la défaite de la république et rompirent avec la IV^e Internationale en 1948 (« les impératifs théoriques et pratiques de l'internationalisme, écrivait Munis à ce propos, nous obligèrent tout d'abord à nous rendre compte qu'ils étaient incompatibles avec la défense de la Russie, puis à réexaminer la nature de l'économie dite soviétique, et à découvrir qu'il s'agissait d'un capitalisme d'Etat dominé par un despotisme en harmonie parfaite avec l'extrême centralisation du capital »).

Le même Munis publie, dans le n° 21 (2^e trimestre 1972) de **Alarma**, bulletin du F.O.R., une **Réaffirmation** — parue comme postface à la réédition de son livre **Jalons de défaite : promesse de victoire (Espagne 1930-1939)** — qui mérite quelques lignes de commentaire pour montrer que le « dépassement du trotskysme » de la part de ces éléments (qui dans le cadre de la IV^e Internationale furent d'ailleurs parmi les plus sérieux) équivalait tout simplement à une chute dans l'anti-bolchevisme anarchisant et spontanéiste, s'accordant parfaitement au soi-disant « communisme de gauche » du prétendu « marxisme européen » illustré par Gorter, Pannekoek et autres Korsch.

Munis fait de la révolution (?) espagnole une apologie semblable à celle que l'on peut trouver dans des textes anarchistes, ceux de Gaston Leval par exemple. En effet, il n'hésite pas à dire de cette « révolution » qu'elle « fut plus profonde que la révolution russe et plus étendue par la participation humaine » (on remarquera le langage poético-surréaliste, héritage évident du poète Perret), et qu'elle « projette vers l'avenir d'importantes modifications tactiques et stratégiques, à tel point que dans le domaine de la pensée (sic !) on ne peut aujourd'hui élaborer que de misérables parodies de doctrine, si l'on ne tient pas compte de la contribution de la révolution espagnole, car cette contribution, justement, s'oppose, en la dépassant ou en la niant, à celle de la révolution russe ».

« La révolution en Espagne — lit-on toujours dans cet article — bouleversa les structures de la société capitaliste, sur le plan économique, politique et juridique, en créant et en faisant pénétrer ses propres structures. » Nous pensions nous, en bons « schématisés », que ce qui est politique et juridique relève des **superstructures**. En outre Rosa Luxemburg (que l'on ne peut taxer de « sectarisme bolchevique »... malheureusement !) enseigne, précisément, dans **Réforme sociale ou révolution ?**, que, contrairement par exemple aux rapports sociaux féodaux, ce ne sont pas les normes juridiques, mais les relations **mercantiles** qui sous-tendent les rapports sociaux capitalistes. La société bourgeoise ne connaît pas d'« hommes de quelqu'un » par décret royal, dépendance personnelle, mais seulement des **libres citoyens**, vendeurs et acheteurs. Le prolétaire, juridiquement considéré comme un propriétaire parmi d'autres vend ce qu'il possède, c'est-à-dire sa force de travail, et ce n'est pas la loi qui l'oblige à l'offrir au capitaliste, mais uniquement les exigences du ventre vide...

Mais poursuivons : « La révolution russe n'a pas détruit la structure économique du capital, mais après un moment d'hésitation (nous pensons que Munis fait allusion à ce que l'on appelle le « communisme de guerre » et qui ne fut en réalité qu'une simple économie « de ville assiégée »), elle a transformé l'économie privée en économie d'Etat. Ce fut une révolution démocratique bourgeoise ou permanente faite par le prolétariat, et morte avant d'avoir atteint le stade socialiste. C'est pourquoi la contre-révolution stalinienne n'a pu être, elle aussi, que politique, même si elle fut extrêmement cruelle,

compte tenu de l'urgence de la révolution mondiale. » Il est vrai que, sur le plan économique, la révolution russe n'a jamais dépassé le stade bourgeois, mais précisément parce qu'elle dut instaurer le capitalisme au moyen d'étatisations qui en représentaient la phase initiale d'accumulation primitive et non la phase finale de capital monopoliste. Elle fut permanente (au sens où l'entend Marx), car si effectivement ce fut sur le plan économique une révolution bourgeoise, elle fut réalisée par le prolétariat dans la perspective de la révolution internationale. Politiquement, la dictature du parti bolchevique (même handicapée par les nécessaires « bons rapports avec la paysannerie ») en fit un épisode de la **révolution prolétarienne mondiale**, le seul victorieux, fût-ce de façon provisoire. Jamais les bolcheviks n'ont pensé (et pour les staliniens, cela n'a jamais été et n'est qu'un thème de propagande) « sauter » ou, pire encore, « abattre » le capitalisme dans la seule Russie pré-capitaliste. Mais le petit jeu de Munis — emprunté à Pannekoek — est clair : présenter la révolution bolchevique comme une révolution bourgeoise **même sur le plan politique** pour la liquider. Alors le stalinisme, au lieu d'être le produit du reflux de la révolution internationale (produit qui, à son tour, a un effet contre-révolutionnaire exclusivement sur le plan politique), devient un phénomène aberrant, une monstruosité de l'histoire (ou mieux, la « punition » de l'incapacité des bolcheviks à détruire un capital **inexistant**) et, contre toute réalité historique, on parle d'« urgence de la révolution » !

« A partir du 19 juillet 1936, la ramification espagnole du stalinisme se comporta comme le héraut de la contre-révolution, en se déchainant contre un prolétariat qui finissait d'anéantir le capitalisme » (rien que ça !). Qu'est-ce que le stalinisme ? le Diable ! En effet, il est porteur d'un « capitalisme d'Etat » totalitaire sui generis. Ce n'est donc pas de l'opportunisme. « Il n'a pas joué le rôle de soutien ou d'auxiliaire de la bourgeoisie », de « Kérensky ou de Noske », mais a fait la contre-révolution en soi. Et pourquoi ? Evidemment, par « appétit du pouvoir », pour faire sa **révolution totalitaire**...

Selon Munis, les bourgeois espagnols, tout au plus, « laissaient faire » les staliniens. Historiquement, au contraire, ce furent précisément eux qui jouèrent les « idiots utiles » et qui furent liquidés en 1939 par une quelconque « junta Casado » qui enterra la clownesque et sanguinaire République espagnole en ouvrant les portes au non moins clownesque et sanguinaire Franco. Mais le jugement de Munis est identique à celui des anarchistes : « Au lendemain de la victoire remportée sur les militaires et les fascistes par le prolétariat (1936), tout le pouvoir réel passa aux mains de ce dernier, par l'intermédiaire de Comités de gouvernement... comités qui, pour ne pas courir les « dangers professionnels du pouvoir », non seulement laissèrent instaurer la république démocratico-anarcho-stalinienne qui put facilement tirer un trait sur les « transformations révolutionnaires » précitées, mais s'employèrent activement (dupés qu'ils furent, malgré la « conscience spontanée », par les staliniens) à organiser sa défense ! Et dire que cette tactique... « infirme ou dépasse de très loin celle de la révolution russe » !

Munis repousse le mot d'ordre trotskyste de **contrôle ouvrier**, comme celui d'**autogestion** (qui n'est qu'une « variante » du précédent) : « Le prolétariat ne peut contrôler l'économie capitaliste sous peine d'être pris au piège comme un oiseau enligné ». La panacée, c'est la... « gestion de la production » (naturellement nous sommes trop idiots pour voir la différence avec l'autogestion ; d'ailleurs Munis ne daigne pas nous donner d'explications). Dommage que « sa coordination générale ait été entravée et enfin empêchée par l'Etat capitaliste ». Dommage, autrement dit, que cette **gestion de la production ait été impossible**. Car, pour liquider l'Etat bourgeois, il faut prendre le pouvoir selon le vieux schéma de la « bourgeoisie » doctrine bolchevique, et ça, la « créativité des masses », l'« auto-conscience ouvrière », etc., etc. n'y avaient pas pensé... bien que l'on eût « commencé à supprimer le travail salarié et la production de mar-

chandises » (alors que l'Etat bourgeois était toujours là ! Ordinovisme à la puissance n...).

« Ce dont la classe ouvrière a besoin (...) c'est de disposer à son gré de toute la richesse sociale qui aujourd'hui constitue la plus-value du capital et d'établir comme premier droit de l'Homme (naturellement avec une majuscule) le droit de vivre, de travailler et de se réaliser sans vendre sa force de travail manuelle ou intellectuelle : ainsi les instruments de travail reviendront à la société et les classes disparaîtront ».

Mais comment réaliser tout cela ? Rien de plus facile : il suffit de « mettre entre parenthèses » la **période de transformation** avec ses mesures despotiques graduelles, qui suivra la révolution prolétarienne (comme on le voit, le surréalisme entre pour une bonne part dans cette **version remaniée** du « vieux » marxisme) : « La révolution démocratique bourgeoise dans les pays qui ne l'ont pas accomplie est aussi irréalisable de la part du prolétariat sous forme de révolution permanente, que de la part de la bourgeoisie elle-même. Les conditions économiques du monde, les nécessités concrètes des masses exploitées, sans compter la dégénérescence de la civilisation capitaliste — qui suffirait amplement à elle seule — **rendent réactionnaires** toutes les mesures qui ne seraient pas socialistes ». C'est là une façon commode et expéditive — mais aussi fantaisiste et « poétique » — d'éluider l'épineuse « question nationale et coloniale », en hommage à l'ignoble phraséologie pseudo-révolutionnaire (faut-il rappeler que la « révolution espagnole » garda ses colonies, ce qui permit à Franco de mobiliser les Marocains, non seulement contre la république, qui n'eut

que ce qu'elle méritait, mais surtout, malheureusement, contre le prolétariat ?).

Si tel est, répétons-le, le « dépassement » du trotskysme, le remède est de loin pire que le mal. Et en l'an de grâce 1972, on ne peut pas continuer à parler de « maladie infantile » extrémiste. Ce qui se présente à nous, c'est plutôt un tableau d'involution sénile opportuniste, qui recommence à rabâcher les lieux communs de l'infantilisme pré-marxiste proudhonnien.

Jugement sévère ? Qu'on en juge d'après ce qu'écrivit Munis : « ...Toutes les tendances qui ignorent les expériences citées (c'est-à-dire les conquêtes — voir plus haut — de la soi-disant révolution espagnole) se condamnent à défendre d'odieus régimes d'exploitation et d'oppression : Russie, Chine, etc. Pire encore, elles se condamnent à se transformer elles-mêmes en exploiteuses au cas où le pouvoir tomberait entre leurs mains ».

Habités que nous sommes aux sécrétions moralisantes de ces Messieurs les démocrates, les sociaux-démocrates, les anarchistes, etc., nous encaissons l'avertissement amical de Munis, qui montre par là ses sympathies pour Cronstadt et Makno. Et en bons masochistes que nous sommes, nous évoquerons avec plaisir un autre pavé dans notre jardin, lancé par un représentant des tendances spontanistes-

conseillistes françaises, Jacques Roussel, dans son histoire du trotskysme en France intitulée, dans un style journalistique, à la Deutscher, « **Les enfants du prophète** » (Cahiers Spartacus, série B, n° 44, Paris, janvier-février 1972, p. 89). Ce monsieur, qui ne manque pas de louer le travail et le style « admirable » (?) de Munis et Péret, dit, entre autres, à notre sujet (nous avons l'honneur d'être cités dans cette œuvre parce que notre mouvement « tout en se rattachant à une tradition politique très différente cite souvent Trotsky dans ses publications ») : « ...Ce dogmatisme, fièrement revendiqué, se retrouve au niveau de la nature et de la fonction du parti. Sur ce point les bordiguistes poussent la conception bolchevique jusqu'à la caricature : le parti guide le prolétariat, incarne ses intérêts, exerce en tant que parti unique la dictature « de classe ». Fin de citation. Bien entendu les guillemets, extrêmement spirituels, sont de l'astucieux Roussel, qui ignore ou considère aussi comme ultra-sectaire l'affirmation de Trotsky : « Si la dictature du prolétariat a un sens, elle signifie que l'avant-garde de la classe s'arme des ressources propres à l'Etat pour repousser toute menace, y compris celle qui provient des secteurs les plus arriérés du prolétariat » (cf. **Moralistes et sycophantes contre le marxisme**, juin 1939).

Positions ultra-sectaires ? Exaspération de la **conception bolchevique** ? Nous ne souhaitons qu'une seule chose (et c'est vers ce but que nous devons tendre toutes nos forces) : c'est de nous rendre dignes de telles critiques !

Pour des raisons de mise en page, la dernière partie de « LA TRAGÉDIE DU PROLETARIAT ALLEMAND DANS LA PREMIÈRE APRES-GUERRE » est reportée au prochain numéro.

L'organisation est la conséquence de la continuité tactique et programmatique du Parti

(Suite des numéros 137 et 138)

Partir de « que faire »

Avant d'examiner dans quelle mesure il faut donner à l'organisation bolchevique classique plus d'efficacité et de cohésion, avant de voir dans quelle mesure il faut accentuer pour l'Occident démocratico-capitaliste les critères généraux de **Que faire ?**, avant de parler du « centralisme organique », entendu de façon correcte comme formulation achevée de concepts exclusivement bolcheviques et en même temps projection de ces mêmes concepts dans les conditions beaucoup plus difficiles et risquées de l'Occident européen, nous pensons qu'il est nécessaire d'insister encore sur quelques points généraux en résumant ce qui a été rappelé plus haut pour affronter ce qu'on pourrait appeler l'A.B.C. de la conception marxiste de l'organisation révolutionnaire présentée précisément dans **Que Faire ?**

Ces problèmes sont beaucoup plus complexes qu'il ne le semble au « gauchisme », variété abâtardie de ce que Lénine appelait le « communisme fanfaron ». Pour les aborder, il faut se débarrasser de toute suffisance et de toute pose « antibureaucratique ». Cette attitude « bohème » aussi facile que naïvement extrémiste montre seulement que ceux qui l'adoptent n'ont pas compris l'attitude pratique du révolutionnaire marxiste (pour ne rien dire de son patrimoine théorique) qui, du fait de son esprit scientifique, rejette aussi bien le primitivisme artisanal que les improvisations de dilettantes, chers aux amateurs de « phrase révolutionnaire » comme disait encore Lénine. Si on ne se débarrasse pas de ces tares dans la façon d'aborder non seulement les textes, mais les tâches essentielles et vitales du noyau politique, l'étude elle-même reste sans effet ou tombe dans la déclamation « anti-autoritaire ». Ajoutons qu'il ne faut pas non plus considérer comme déjà atteint ce qui est le point d'arrivée du travail collectif (ça a l'air d'une vérité de La Palice) et qui, parfois, doit même être posé comme le but à atteindre pour l'accomplissement des activités sans lesquelles il n'y a pas de travail révolutionnaire.

L'adhésion au programme doit se manifester dans toute la vie et dans

toute l'activité du parti et non pas être considérée comme acquise **une fois pour toutes** par la grâce de déclarations verbales ou écrites, statutaires ou non-statutaires : de la même façon, le travail d'organisation dure autant que le parti lui-même. Il y a toutefois une différence profonde à noter : la défense du programme peut être le fait d'individus isolés (« parti historique ») à condition qu'ils se situent dans la continuité historique de la doctrine et qu'ils en appliquent les thèses ; mais les conditions du travail pour et dans le parti formel (travail impossible sans cadres préalablement sélectionnés) sont évidemment plus complexes, car elles exigent la collaboration de plusieurs individus, la coordination matérielle de leurs efforts, un noyau dirigeant, un critère et un mécanisme de sélection si possible « organique », un engagement systématique et une discipline volontaire.

Il peut exister des formes intermédiaires entre l'étude et la propagande plus ou moins individuelles d'une part et le travail du parti, de l'autre : ce sont les **cercles**. Mais il ne faut surtout pas prétendre que ces formes constituent le « parti formel », ni chercher à constituer le premier noyau de celui-ci selon le mode de fonctionnement des cercles, qui ne sont en fait que des appendices de la propagande individuelle.

La distinction peut sembler byzantine ou obscure, mais, en simplifiant, on pourrait distinguer plusieurs phases : le « parti historique » représenté par des éléments isolés faisant, sur la base du programme, un travail théorique et une polémique contre le révisionnisme ; puis des associations « de propagande » déjà structurées (précautions élémentaires de sécurité, etc.) où entrent, avec un minimum d'engagement à participer à l'activité commune, tous ceux qui, d'une façon générale, sont « intéressés » par le programme (nous pensons par exemple aux cercles russes d'étudiants décrits par Trotsky dans son autobiographie ou, dans des conditions beaucoup plus misérables, à la très grande majorité des groupuscules gauchistes actuels). Or pour ne pas pourrir

dans l'éclectisme et le démocratisme, de telles associations doivent être assainies, filtrées, bref constituées en un noyau de parti formé de militants (nous verrons comment il faut comprendre ce terme dont on abuse trop souvent) organisés, disciplinés, remplissant des tâches variées et recevant une formation théorique et pratique continue. Un tel noyau ne crée pas miraculeusement le parti en tant qu'organe de la révolution, mais il prépare les éléments sans lesquels celui-ci ne pourrait jamais naître. Du fait de son étroite limitation, le noyau ne peut pas s'identifier immédiatement avec « le vrai parti », non pléthorique, mais compact et puissant ». Par contre, il peut travailler à le préparer. Il peut en constituer l'embryon à la condition de ne pas s'arrêter à la structure du cercle ou de ne pas y retomber. Cette structure ne se prête en effet que trop à la « liberté de discussion » et — en fait, sinon en droit — à la contestation permanente des principes programmatiques. Par ailleurs, du fait de son caractère forcément hybride et hétérogène, elle ne peut guère s'étendre territorialement sans tomber dans le fédéralisme et l'autonomisme et sa cohésion (si tant est qu'elle en ait une) reste liée à des facteurs tout à fait accidentels et particuliers.

Les cercles peuvent sans aucun doute engendrer bien souvent le mouvement pour le parti. Il ne suffira pourtant pas pour cela d'en changer l'étiquette, car un tel expédient empêcherait de prêter attention aux questions spécifiques que pose un début de travail de parti et fausserait radicalement l'image de ce que doit être le parti lui-même.

Forme supérieure d'organisation révolutionnaire, le parti inclut et dépasse synthétiquement les différents moments du travail individuel et de la simple propagande en engageant chaque militant à se former en tant que tribun révolutionnaire, dirigeant en puissance du prolétariat, combattant discipliné et préparé.

Personne ne peut remplir de telles tâches individuellement et si le membre du parti le peut, c'est précisément parce qu'il agit dans le cadre de ce dernier et qu'il en re-

(Suite en page 4)

Les U. S. A. sur le volcan

(Suite de la 1^{re} page)

céréalière excédentaire, et sont contraints de payer les agriculteurs pour qu'ils limitent la production, ont dû entamer et réduire de beaucoup leurs stocks, à tel point qu'on parle de pénurie. En attendant, le prix du grain est passé en vingt jours de 1,51 à 1,86 dollar le boisseau, alors que celui du pain au détail a augmenté de 30 % ; l'augmentation s'est immédiatement répercutée sur le marché mondial, provoquant la réaction du Japon, qui a menacé de rompre les pourparlers avec l'Amérique ; finalement le ministre de l'Agriculture a dû intervenir pour mettre un frein aux exportations.

L'exubérance des importations (qui n'a rien de particulier si l'on considère que le rythme actuel, tout en restant élevé, s'est substantiellement abaissé), ne pouvait pas ne pas se répercuter sur le rythme des investissements internes, qui est tombé en 1971 pour ne reprendre qu'aujourd'hui. La conséquence de ce phénomène a été le ralentissement du progrès technologique, qui a caractérisé toute l'année 1971 puisque la balance commerciale pour les produits de haute technologie s'est réduite de 9,6 milliards. En outre, le taux d'augmentation de la productivité industrielle aux U.S.A. est tombé à 1,7 %, alors qu'en Europe occidentale il est de 4,5 % et au Japon de 10,6 %.

Voilà le cadre général dans lequel le prolétariat américain vit aujourd'hui, alors que la bourgeoisie en difficulté tente de rejeter sur lui toutes les conséquences de la crise et que les faux syndicats se donnent du mal pour le livrer pieds et mains liés à son ennemi de classe. « Il nous faudrait un système pour éliminer les grèves, qui deviennent tous les jours plus onéreuses pour tous » ; ces mots n'ont pas été prononcés (comme l'observe, surpris, le journaliste bourgeois qui les rapporte dans le « *Mattino* » du 18-3) par un gros industriel déchainé, mais par George Meany, le « chef » du syndicat américain A.F.L.-C.I.O. Ces

laquais du capitalisme reprennent servilement les admonestations du ministre du commerce qui a dit explicitement que la grève des dockers de la côte ouest a joué « un rôle important » dans la formation du lourd déficit commercial qui affecte la bourgeoisie américaine. Ils ont entonné l'habituelle chanson sur la sauvegarde de l'économie nationale, en y ajoutant l'argument du « bien-être ouvrier » : « Autrefois, dit Meany, les ouvriers faisaient grève parce qu'ils ne gagnaient qu'un demi-dollar de l'heure (...). Aujourd'hui ils gagnent sans doute 7.500 dollars par an, ils ont une maison, ils payent les traites pour les appareils électro-ménagers, ils ont certainement à entretenir deux enfants au collège ; faites-leur faire la grève et ils seront à bout de ressources en huit jours ». Bravo, monsieur Meany ! Mais, mis à part le fait qu'il est tendancieux et ignoble d'attribuer à tous les prolétaires ce qui n'est que la condition de quelques-uns, si cet ouvrier qui gagne tant se trouve dans une situation telle qu'il se retrouve « sans ressources au bout d'une semaine » de grève, en quoi consiste son bien-être ? Il gagne davantage en valeur absolue, mais il est contraint par le système à faire face à beaucoup plus de nécessités, réelles ou fictives, qui lui coûtent tout son salaire. Où est alors la différence avec l'ouvrier « d'autrefois » et avec celui des pays sous-développés qui se trouve, lui, immédiatement sans ressources s'il fait grève ? Qu'y a-t-il donc de changé dans les rapports entre le capital et le travail salarié qui puisse justifier la renonciation des ouvriers à la grève ? La grève, tout au contraire, reste son arme naturelle et unique dans une société qui, tout en étant « avancée » — mieux vaudrait dire décrépite — est toujours inévitablement divisée en classes, et dans laquelle se réalise ce que Marx avait dit il y a un siècle : à la croissance démesurée du capital correspond non une amélioration de la condition réelle de l'ouvrier dans la société, c'est-à-dire une acquisition de sa part d'une plus grande partie du produit social, mais un approfondissement de l'abîme qui

le sépare du capital. D'un côté, donc, l'abolition de la grève chaudement appuyée par les traites syndicaux, de l'autre la claire semence de la réduction forcée des salaires, comme il est advenu aux dockers, qui, après quelque 134 jours de lutte, avaient obtenu 21 % d'augmentation contractuelle ; mais il a suffi d'une décision du haut « Office pour les rétributions », le Pay Board institué par Nixon dans le but avoué de contrôler les augmentations de salaires, pour que cette augmentation tombe de 21 % à 15 %. Comme si cela ne suffisait pas, on veut porter de trois à cinq ans la durée de validité des contrats « pour assurer une meilleure stabilité de travail », ou mieux, dirons-nous, pour assurer une plus grande tranquillité au capital.

Si on confronte tout cela avec les données sur le coût de la vie et celles sur le chômage, on a une idée de la situation toujours plus difficile dans laquelle se trouve le prolétariat américain : l'indice général du coût de la vie monte de façon ininterrompue depuis près de quatre ans et en août il a augmenté de 0,4 % ; le même mois les produits alimentaires coûtaient 1,2 % de plus, la viande et le poisson ont augmenté de 2,8 %, le pain augmentera probablement de 30 %. Entre temps, le taux de chômage est monté, toujours en août, à 5,6 %, contre 5,5 % en juillet, alors que depuis de nombreux mois, il se maintenait au-dessous de 5 % ; de plus, les économistes prévoient une stabilisation du taux sur ce chiffre. Dans l'ensemble, les chômeurs sont 2,6 millions en plus par rapport au mois d'août 1971.

Les prix montent, le poste de travail est menacé ; on parle d'interdire les grèves, de réprimer les revendications salariales : tout cela démontre que la bourgeoisie américaine doit à tout prix rejeter sur le prolétariat les conséquences (autres les responsabilités) de la crise dans laquelle elle se débat, et que les syndicats américains sont manifestement les meilleurs alliés de la classe dominante, disposés à colmater avec la peau des ouvriers les voies d'eau de la baraque capitaliste.

L'organisation

(Suite de la page 3)

çoit l'empreinte et la formation marxistes.

C'est est là un objectif propre au parti révolutionnaire et qu'il est le seul à viser. C'est pourquoi ce qui importe avant tout, c'est l'organisation en un noyau de parti, le parti n'atteignant ce but que dans la mesure où il fonctionne de façon toute « physiologique », chose qu'une organisation adéquate et rationnelle ne peut que favoriser, sinon assurer définitivement.

Comment arriver à travailler correctement pour le parti révolutionnaire ? En d'autres termes, comment se constituer en noyau du parti révolutionnaire ? Quelles sont les structures qu'il faut donner à ce noyau ?

Ces questions nous renvoient, pour la énième fois, à **Que Faire ?** Notre thèse est que sans une interprétation correcte de ce texte, c'est-à-dire sans une compréhension suffisante des fonctions qui incombent au noyau constitutif du parti révolutionnaire (et qui sont le sujet principal de la brochure de Lénine), on ne peut même pas déterminer à quel stade de la formation du parti ou au moins de son embryon on se trouve, ni même si l'on avance sérieusement dans cette direction.

Naturellement, nous parlons du **parti formel**, ou plus exactement, de ce noyau de parti (nécessaire pour vaincre) « qui mérite en même temps l'appellation de parti historique et de parti formel » (considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable ; 1965 - § 12). Le « parti historique » est dans la doctrine de Marx et Engels, dans les contradictions du système capitaliste sur lesquelles cette doctrine se fonde ; en tant que tel, il existerait même si personne ne soutenait les thèses marxistes ; c'est le cas aujourd'hui où les marxistes ne sont plus que de rares éléments dispersés, ce qui n'empêche pas qu'une organisation « formelle » de ces merles blancs soit nécessaire.

Tant qu'on reste purement dans le cadre du parti historique, la question de regrouper et de main-

tenir un certain nombre de militants sur des positions données (par des moyens bien entendu non contraignants puisqu'il s'agit d'associations volontaires) ne se pose même pas. Mais dès qu'un certain nombre d'éléments se réclament du programme communiste, il n'y a pas le choix : la question de l'organisation « formelle » du parti historique se pose, qu'on le veuille ou non. Il s'agit de tirer du programme — parti historique — un **mode d'association** permettant sa réalisation et, tout d'abord, sa transmission fidèle à l'avant-garde de la classe, condition absolue de l'activité révolutionnaire ; il s'agit, en bref, de définir un critère de formation de l'organe de la lutte.

Ce n'est certainement pas un hasard si Plekhanov qui avait été bon défenseur de l'orthodoxie marxiste buta précisément sur la question du passage de la polémique individuelle et du cercle de propagande au **noyau du parti**, annonçant par là sa dégénérescence de 1905 et de 1914.

Ce n'est pas un hasard si dans le mouvement russe, marxistes orthodoxes et nouveaux révisionnistes de la droite et du centre ont scissionné « sur des questions d'organisation », ni si la prétendue « bolchevisation » a repris précisément l'ouvriérisme intellectuel défendu quelque vingt ans plus tôt par l'opportunisme menchevik, parallèlement à la tendance « à rendre tout le monde membre du parti ».

Certes, comme il est dit dans **Parti et Action de classe** (1921) :

« On ne crée ni les partis ni les révolutions. On dirige les partis et les révolutions, dans l'unification des expériences internationales révolutionnaires utiles, en vue d'assurer les meilleures conditions de victoire au prolétariat dans la bataille qui est l'issue inévitable de l'époque historique où nous vivons ». (1)

Mais avec **quoi** dirige-t-on les partis quand l'acuité de la lutte de classe permet à une avant-garde prolétarienne d'accéder au programme communiste ? Comment importer ce programme dans cette avant-garde qui se dégage au mo-

ment de la reprise de conflits radicaux ?

La nécessité d'un noyau de parti exprime le fait que, pour être communiqué aux couches avancées du prolétariat rendues sensibles à la propagande et susceptibles d'encadrement révolutionnaires, le programme a besoin du support matériel de l'organisation.

Au volontarisme de la construction du parti *in vitro*, en laboratoire, fait pendant l'erreur opposée, qui consiste à supposer que, même sans **organisation politique préalable**, le prolétariat radicalisé peut s'aligner spontanément sur le programme communiste, ce qui revient à admettre ou bien que le parti dirigeant est inutile ou bien que ce sont les masses elles-mêmes qui le produisent et le dirigent.

Comment se forme le **noyau dirigeant** du futur parti communiste au plein sens du terme, le noyau qui rend possible dans des circonstances objectivement favorables l'encadrement révolutionnaire de l'avant-garde de la classe, tel est, répétons-le, bien que la lutte d'alors se soit déroulée dans des conditions incomparablement plus favorables que celles d'aujourd'hui, le sujet de **Que Faire ?** de Lénine.

(1) ...On doit considérer comme des égarés ceux qui considèrent le parti comme le regroupement des éléments conscients, n'aperçoivent pas les liens nécessaires qui le rattachent à la lutte de classe physique, et ne comprennent pas que le parti est le produit de l'histoire autant que son facteur... On doit nier que le parti se forme par le concours de la conscience, et de la volonté d'un groupe d'individus et que ce groupe puisse le moins du monde être considéré comme en dehors des déterminations physiques, économiques et sociales opérant dans la classe tout entière...

L'organe de direction est indispensable, mais sa naissance dépend des conditions mêmes de la lutte, et jamais du génie d'un chef ni de la valeur d'une avant-garde ». (tiré de *Le renversement de la praxis dans la théorie marxiste, 1951, publié dans Programme communiste, no 56, juillet - septembre 1972*).

La crise agraire

(Suite de la page 2)

POURCENTAGE DE LA PRODUCTION AGRICOLE COMMERCIALISEE REVENANT A L'ETAT

	Ensemble	Pour les cultures	Pour l'élevage
1940.....	73 %	87 %	42 %
1970.....	88 %	92 %	86 %

Source : *Le Monde diplomatique*, octobre 1972 « URSS, pourquoi la crise agraire ? ».

Cela revient à dire que, mise à part la consommation directe de la paysannerie, évidemment impossible à évaluer, le pourcentage de la production globale écoulée directement sur le « Marché kolkhosien », serait tombé de 27 % en 1940 (dont 13 % pour les produits agricoles, mais 58 % - chiffre considérable - pour les produits d'élevage) à 12 % en 1970 (dont 8 % pour les produits agricoles, et seulement 14 % désormais pour les produits

de l'élevage). Mais si les chiffres des *US News* sont exacts, ce tableau, très flatteur pour le commerce d'Etat, ne fait que dissimuler l'importance réelle de l'économie parcellaire dans un pays que l'on dit « communiste », mais où même simplement la grande production moderne est encore loin de s'être implantée dans toutes les branches de l'économie rurale, l'élevage en particulier.

PASSE ET PRESENT

Un tel état de chose résulte du fait que, pas plus qu'aucun pouvoir bourgeois, le pouvoir « soviétique » ne s'est jamais donné pour but d'*émanciper la petite-paysannerie du joug barbare de la petite-économie*, objectif que Lénine assignait à la *dictature du prolétariat* et qui, dans un cadre forcément mercantile pendant longtemps encore, vu l'arriération du pays, devait précisément distinguer sa politique de classe de la politique d'un Etat bourgeois ordinaire. Si un certain progrès économique s'est produit néanmoins comme dans tous les pays bourgeois en liaison avec les exigences du développement capitaliste général et de la conservation sociale, ce progrès reste donc grevé d'un handicap d'autant plus lourd que le pouvoir « soviétique » ne prévoit, nullement de renoncer à la priorité qu'il a traditionnellement donnée à l'industrie lourde, et moins encore de charger l'économie d'Etat du secteur agricole pour en accélérer la lente transformation en cours.

Cette priorité s'est, comme on sait, manifestée, entre autres, dans la modicité bien connue des *investissements d'Etat dans l'agriculture* qui, pour ne pas remonter trop loin dans le passé, n'ont jamais dépassé les 13 % de l'investissement total au cours des quatre premiers quinquennats d'après-guerre (1946-66) (*Le Monde diplomatique*, octobre 1972). Il est vrai que dans le IX^e Plan (cinquième quinquennat), il est prévu de porter ces investissements à 25 % du total, soit 129 milliards de roubles, auxquels il faut ajouter 29 milliards pour les secteurs industriels travaillant pour l'agriculture (idem). Cette augmentation de 80 % par rapport au VIII^e Plan atteste la gravité de la crise. Mais aussi impressionnante qu'elle puisse paraître, elle prouve, comme nous allons le voir, que l'Etat industrialiste reste... Etat industrialiste, c'est-à-dire *bourgeois*.

« Compte tenu du progrès technique », en effet, « ces proportions continuent à couvrir la *reconstitution* (souligné par nous) plutôt que la croissance » de l'agriculture (idem), le terme de « reconstitution » faisant allusion aux effets encore sensibles de la politique antérieure (destruction du cheptel lors de la prétendue « collectivisation » de 1929-30) et des ruines de la guerre. « Sur un territoire stabilisé (N.D.R. : c'est-à-dire non suscep-

tible d'extension par nouvelle colonisation intérieure) de 0,93 hectare de labour par habitant (contre 1 ha en 1953), l'intensification de la production est un impératif absolu » (idem) étant donné la progression démographique. Or, l'Etat ne prévoit que « des dépenses modérées de bonification » et « un accroissement tout aussi modéré des fournitures d'équipement : de 50 % pour les camions, 15 % pour les tracteurs et les moissonneuses-batteuses et de 100 % des installations électriques et de la *mécanisation des travaux d'élevage* » (N.D.R. : souligné par nous, car ce point montre où le bât blesse surtout).

Or, « un décollage véritable demanderait des investissements *quatre fois plus importants* que ceux du IX^e Plan » (ibidem). La chose n'est pas à la portée de l'Etat industrialiste qui n'envisage pas de détourner de son budget plus de « 240 à 250 milliards de roubles au cours des dix années à venir » pour le relèvement de l'agriculture, comptant que les kolkhises et les sovkhoses prendront le reste à leur charge, c'est-à-dire réaliseront en privé des investissements d'un montant égal. Mais qu'est-ce à dire, sinon que dans ce régime réputé « communiste », le sort de l'agriculture est confié pour moitié au *capital privé* ?

En régime capitaliste, un des moteurs essentiels de tous les progrès dans la productivité du travail qui conditionnent le socialisme est la lutte de classe. Celui, fort modeste, qui a été réalisé dans l'agriculture en Russie ne fait pas exception à la règle : ouverte ou larvée, c'est la pression des besoins de la classe ouvrière et de toutes les classes pauvres opprimées par l'Etat industrialiste qui en est le secret. Mais cela revient à dire que dans ce système prétendument « planifié », c'est la même anarchie capitaliste qui règne que partout ailleurs. A l'heure actuelle, il semble que la *loi inéluctable de la concentration capitaliste* formulée par Marx ne puisse s'imposer qu'avec une certaine lenteur dans l'agriculture russe, étant donné tous les obstacles sociaux qui la freinent encore. Mais la lutte de classe en Russie, qui n'a pas dit son dernier mot, pourrait bien en décider autrement...

Coexistence pacifique

(Suite de la 1^{re} page)

tion aux ouvriers d'un salaire équitable, mais l'abolition du salariat, et son remplacement par un système de bons de travail impossibles à transformer en capital ; non pas l'instauration d'un commerce à avantages réciproques, mais l'abolition du marché national et mondial, non pas l'organisation d'un système monétaire international juste et durable, mais l'abolition de la monnaie ; non pas la réforme morale des rapports capitalistes et marchands, mais la destruction de ces rapports et de leur base matérielle.

Cette destruction reste à accomplir aussi bien dans le prétendu bloc socialiste que dans les pays reconnus comme capitalistes. Elle exige, en plus des facteurs matériels qui mettront inéluctablement le prolé-

tariat en mouvement, la direction mondiale d'un parti communiste conscient des buts à atteindre, qui maintienne fermement la vision déterministe marxiste des rapports de production contre toutes les confusions et les mensonges qui l'ensevelissent depuis plus de quarante-cinq ans.

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « Lino-Imp »
1, 3, 5, boulevard Schœsling
MARSEILLE (X^e)
Tél. : 77.92.48

distribué par les N.M.P.P.